

Quant les islamistes tunisiens sont plébiscités à Montreuil...

écrit par Christine Tasin | 18 octobre 2011



Il y aurait environ 500000 Tunisiens vivant en France. Ils vont devoir voter du 20 au 22 octobre pour désigner l'Assemblée constituante qui va présider aux destinées de la nouvelle Tunisie et ils étaient venus écouter les représentants des différents partis le 15 octobre.

Or, c'est Rached Ghannouchi, le chef du mouvement islamiste tunisien, qui a fait un [tabac](#)...

Inquiétant.

Inquiétant, bien sûr pour la Tunisie de Bourguiba qui s'éloigne de plus en plus, de ses fondamentaux, inquiétant pour les femmes et la liberté d'expression, malgré les efforts de Ghannouchi pour les rassurer (facile de dire qu'il

y a des femmes non voilées sur ses listes quand la constitution leur en donne le droit... quand les barbus ont le pouvoir et imposent le voile, c'est une autre histoire). Il n'a pu néanmoins cacher les risques que prendraient la liberté d'expression avec les islamistes au pouvoir en condamnant la chaîne de télévision ayant passé Persépolis, [accusée](#) d'avoir « provoqué le peuple ». Limpide. Mais il a été ovationné...

Inquiétant, également, pour la France des Lumières, obligée de constater qu'elle nourrit en son sein des immigrés qui ne partagent pas du tout ses valeurs. Inquiétant de savoir que, si la gauche l'emportait en 2012, ces mêmes Tunisiens pourraient voter aux élections locales et imposer halal, mosquées, non-mixité et voile dans notre pays. Qu'on se souvienne, pour en tirer les conséquences qui s'imposent, de cette femme agressée lors d'une manifestation en faveur de la révolution tunisienne (voir la video ci-dessus)...

On rappellera pour la petite histoire que [Rached Ghannouchi](#) avait été condamné à la perpétuité en 1987 pour ses activités subversives -préparation d'un coup d'Etat, entre autres- sous Bourguiba (sauvé par la destitution de celui-ci qui se préparait à lui faire un procès pour lequel il risquait la condamnation à mort), qu'il a été condamné par contumace en 1992 à la détention à perpétuité pour complot contre le Président tunisien, que l'entrée du Liban, des Etats-Unis et

de l'Egypte lui sont interdits et qu'il a été expulsé d'Espagne en 1995 pour sa participation à une conférence sur islam et modernité.

Mais la France de Sarkozy, Fillon et Juppé ne voit aucun inconvénient à lui permettre d'entrer en France et d'y faire sa propagande islamiste.

UMP-PS : même combat en faveur de l'islamisation de la France et du remplacement d'une population par une autre.

Qu'on se le dise.

Christine Tasin